



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



**ESCAP**  
Economic and Social Commission  
for Asia and the Pacific



**UNECE**

## Renforcer le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des ODD : faire avancer la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies

Lundi 19 juin 2023

10 h-11 h 45 (HAEC, heure de Genève)

Organisé conjointement par l'Union interparlementaire (UIP), la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP).

### NOTE D'ORIENTATION

#### Contexte

Fait historique, en décembre 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 77/159 qui met en lumière le rôle essentiel des parlements dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030). Intitulée [Renforcer le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable](#), la résolution reconnaît la nécessité de renforcer la collaboration et la coopération entre les institutions clés telles que les gouvernements et les parlements afin de mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD). Si les gouvernements doivent prendre l'initiative en matière d'ODD, les parlements ont un rôle essentiel à jouer grâce à leurs fonctions de législation, de contrôle, de budgétisation et de représentation. Ensemble, ils peuvent stimuler le processus de développement sous tous ses aspects – économique, social et environnemental – de manière cohérente et efficace, en ne laissant personne de côté.

Alors que nous sommes à mi-parcours du Programme 2030, il est nécessaire de relever la barre en ce qui concerne le leadership en matière d'ODD, car les progrès sont insuffisants au niveau mondial. Selon le dernier rapport du Secrétaire général de l'ONU intitulé [Progrès accomplis dans la réalisation des ODD : vers un plan de sauvetage pour les peuples et la planète](#), la mise en œuvre des ODD laisse beaucoup à désirer. Si les tendances actuelles se maintiennent, d'ici 2030, seul un tiers des pays environ atteindra l'objectif consistant à réduire de moitié les niveaux de pauvreté nationaux. Il est choquant de constater que le nombre de personnes confrontées à la faim et à l'insécurité alimentaire pourrait augmenter. L'égalité entre les hommes et les femmes ne sera pas atteinte, et il faudra encore 286 ans pour combler les écarts entre les sexes en matière de protection juridique et supprimer les lois discriminatoires. En ce qui concerne les changements climatiques, les concentrations de dioxyde de carbone continuent d'augmenter à un niveau jamais atteint depuis deux millions d'années et les mesures actuelles pour faire face à la crise sont insuffisantes. L'absence de progrès dans la réalisation des ODD est généralisée au niveau mondial, mais ce sont les pays en développement et les populations les plus pauvres et les plus vulnérables du monde qui en paient le prix le plus élevé.

Bien que le tableau général soit très préoccupant, des données indiquent des opportunités favorables dont les pays doivent tirer parti. L'un des domaines où des progrès ont été observés est celui de l'ODD 7 relatif à l'énergie propre à un coût abordable. Cet Objectif fera l'objet d'un examen approfondi lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable en juillet 2023. Selon les données dont dispose l'ONU, la population mondiale ayant accès à l'électricité est passée de 87 % en 2015 à 91 % en 2021, et 71 % ont accès à des combustibles et à des technologies de cuisson propres, contre 64 % en 2015.

L'accès universel à une énergie propre à un coût abordable est un élément essentiel du développement durable et de la lutte contre la crise climatique. Pour faciliter efficacement la transition vers une énergie propre, il faut une volonté politique accrue et une réaffectation substantielle des ressources provenant de sources d'énergie très polluantes, telles que les combustibles fossiles, en faveur des énergies renouvelables. Les parlements et les parlementaires sont particulièrement bien placés pour accélérer cette évolution et veiller ainsi à ce que les politiques et les budgets soient alignés sur tous les ODD. Ils peuvent suivre les engagements de leurs gouvernements, notamment grâce aux examens nationaux volontaires lors du forum politique de haut niveau, qui est une plateforme internationale annuelle, ainsi que par l'intermédiaire de plateformes régionales telles que le Forum régional pour le développement durable de la CESAP et de la CEE, et veiller à ce que les besoins de tous, en particulier ceux des personnes vulnérables ou marginalisées, soient entendus et dûment pris en considération.

Organisé conjointement par l'UIP, la CEE et la CESAP, le présent événement permettra aux parlements des régions concernées de se rencontrer en ligne, de discuter de leurs préoccupations communes, d'échanger leurs expériences et de recenser les mesures concrètes qu'ils pourraient prendre pour mettre en œuvre la résolution susmentionnée et contribuer ainsi à la mise en œuvre effective des ODD.

La résolution constitue également une étape importante dans la perspective du [Sommet sur les ODD 2023](#), le forum politique de haut niveau pour le développement durable qui se tiendra les 18 et 19 septembre 2023 sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il s'agit d'une occasion cruciale pour les parties prenantes concernées, y compris les parlements, de faire le point sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des ODD, de discuter de la manière de réagir face aux crises multiples et interdépendantes auxquelles le monde est confronté, et d'accélérer les mesures visant à relancer l'action en faveur des ODD.

## Objectifs

Les objectifs de ce webinaire sont les suivants :

- promouvoir les discussions sur la résolution 77/159 récemment adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, *Renforcer le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable*, et sur la façon dont les parlements peuvent la mettre en œuvre de manière efficace ;
- fournir aux parlements des données et des informations clés sur l'ODD 7 relatif à l'énergie propre à un coût abordable, et promouvoir les discussions et le partage d'expériences sur les moyens concrets par lesquels les parlements peuvent contribuer à accélérer une transition énergétique juste et équitable, en exerçant un contrôle tenant compte des ODD ;
- plaider en faveur d'un engagement parlementaire plus fort dans le cadre des examens nationaux volontaires et d'autres plateformes pertinentes, en surveillant les actions gouvernementales, en consolidant la prise en main au niveau national et en fournissant des informations pertinentes qui peuvent aider les gouvernements à mieux orienter les politiques nationales, les plans de développement et les budgets en fonction des besoins et des spécificités de tous, en particulier de ceux qui sont en situation de vulnérabilité ou de marginalisation.

## Date

19 juin 2023, 10 h-11 h 45 (HAEC) / 15 h-16 h 45 (ICT)

## Participation

Le webinaire est ouvert aux parlements des États membres de la CEE et de la CESAP : Afghanistan, Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Cambodge, Chine, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Kazakhstan, Kiribati, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Maldives, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Myanmar, Nauru, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouzbékistan, Pakistan, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Samoa, Saint-Marin, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Turkménistan, Tuvalu, Türkiye, Ukraine, Vanuatu et Viet Nam.

### Langues

Les langues de travail seront l'anglais, le français et le russe.

### Plateforme du webinaire

L'événement se déroulera sur Zoom.

### Inscription

Les parlementaires et membres du personnel parlementaire intéressés peuvent s'inscrire **jusqu'au 13 juin** en cliquant sur le lien suivant : <https://forms.microsoft.com/e/gdEwAm7sAf>.